

Réponse la déclaration gouvernementale 2008

20 mars 2008

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Chers Collègues,

Le Front National constate qu'il a fallu 9 mois pour que la participatie accouche d'un gouvernement « définitif ». Les forceps utilisés pour provoquer la naissance s'appellent : marchandage, maquignonnage, nomination pléthorique de secrétaires d'Etat et fuite devant les véritables problèmes de société.

D'aucuns estiment déjà la durée de vie du nouveau-né menacée... En écoutant votre discours, jeudi dernier, une évidence s'est imposée à mon esprit : vous êtes un brave homme, Monsieur Leterme. Votre slogan pourrait être : « Je vous aime tous ». Vous aimez les riches, les pauvres, les entrepreneurs, les chômeurs, les handicapés, les indigènes et les allogènes.

Vous êtes un bien brave homme... mais je crains que vos amours ne soient platoniques. Derrière vos bonnes intentions, je ne perçois hélas rien de concret. Je retrouve dans vos propos la morale des romans de la Bibliothèque verte, morale qui a enchanté mes huit ans.

Vous nous parlez de la préoccupation de l'ouvrier désireux de trouver un bon emploi, du désir de nos enfants de respirer un air pur, du souci de la personne ayant mal aux dents de payer la note de son dentiste. Comment nier ses réalités ?

« *La confiance doit se mériter* », affirmez-vous. Vous semblez désireux de rétablir la confiance des citoyens envers le microcosme politicien, désireux également de consolider notre assise économique. Est-ce en prenant la tête d'un gouvernement de 22 membres que vous ressusciterez la confiance du peuple ? Etait-il bien utile de nommer un secrétaire d'Etat « pour préparer la présidence européenne de 2010 », et d'en nommer un autre dont la fonction se résume à être « adjoint au ministre des Finances » ? Dans un pays qui compte 34 ministres régionaux et communautaires, fallait-il adjoindre 7 secrétaires d'Etat aux 15 ministres fédéraux ? Quant à notre assise économique, n'est-ce pas la mondialisation capitaliste et ses conséquences - délocalisations, paupérisation, chômage - qui la rendent chaque jour plus chancelante ?

Examinons votre programme de gouvernement, Monsieur Leterme.

1) **Vous souhaitez renforcer le pouvoir d'achat.** Mais vous reconnaissez vous-même que le coût de la vie augmente sans cesse. Est-ce par la faute de vos prédécesseurs socialolibéraux ? Ou est-ce dû au contexte international, dans lequel les gouvernements ne sont plus que les vassaux de la Finance internationale ? Comment relever le pouvoir d'achat dans une économie ultra-libérale, mondialisée, dont tout contrôle échappe aux dirigeants politiques européens ?

Vous nous parlez de réduction d'impôts pour les bas et moyens revenus. Pour ce faire, l'accord gouvernemental entend limiter le nombre de barèmes intermédiaires de calcul de l'impôt. Ce qui implique que les contribuables à hauts revenus profiteront davantage de cette mesure. Les gens à bas revenus seront, une fois de plus, les perdants de l'opération.

Le Front National est néanmoins d'accord lorsque le gouvernement veut rendre le travail plus attractif en accroissant la différence entre revenus du travail et revenus de remplacement.

2) Vous souhaitez rémunérer plus justement ceux qui entreprennent et qui travaillent.

Votre intention est louable. Mais chacun sait que les grandes sociétés songent davantage à satisfaire leurs actionnaires que leur personnel. C'est pourquoi le Front National propose une participation des travailleurs aux bénéfices des grandes sociétés, par un actionnariat ouvert aux femmes et aux hommes dont la vie est intimement liée à celle de l'entreprise. Il faut partager les richesses selon les mérites de chacun. La cogestion établit, au sein de la grande entreprise, une collaboration active, source d'émulation. Elle garantit un travail de qualité et est gage de paix sociale et de prospérité. Elle réduit considérablement l'absentéisme et évite les délocalisations.

Quant aux PME, véritables moteurs de la vie économique, il est évident qu'elles doivent bénéficier d'une aide accrue. Mais si le Front National se déclare partisan d'une réduction substantielle des charges sociales payées par ces entreprises, il me faut préciser que ces réductions devraient prioritairement être accordées aux chefs d'entreprise qui engagent de nouveaux travailleurs.

3) Vous souhaitez donner de meilleures chances aux demandeurs d'emploi. Je me félicite de vos propos. Pour réduire le nombre de chômeurs, il faut créer de nouveaux emplois. Mais comment créer plus d'emplois alors que l'OCDE prévoit pour l'année 2008 une croissance de 0,6% dans la zone euro ?

Je sursaute en lisant que « l'accès au marché du travail sera facilité pour certaines catégories de chômeurs » - dont ceux que vous qualifiez pudiquement d'« allochtones ». Cette mesure, qui vise à privilégier les immigrés non européens sur base de l'origine ethnique et religieuse, est l'expression du racisme le plus sournois. Il est à noter que ceux qui prônent la préférence nationale et européenne en matière d'emploi tombent aujourd'hui sous le coup de lois « antiracistes », alors que ceux qui prônent la préférence extra-européenne font figure d'humanistes distingués...

Rappelons que la « discrimination positive », apparue aux Etats-Unis dans le courant des années 1970, a, depuis lors, été abandonnée dans ce pays.

Le principe de la priorité d'emploi pour les « minorités visibles » signifie chômage et misère pour les femmes et les hommes de notre peuple. Il transforme Belges et Européens en citoyens de deuxième zone sur leur propre sol. De plus, il annule la liberté d'embauche des administrations et des chefs d'entreprise. Or l'embauche du personnel ne peut être déterminée que suivant deux critères : la compétence et la motivation.

Autre point : élargir le champ d'application des titres-services signifie maintenir le travail précaire et mal rémunéré. Ce à quoi le Front National s'oppose radicalement.

4) Vous souhaitez aider malades et handicapés. Le Front National aussi. Il est, de plus, partisan de l'assistance gratuite aux personnes réellement dépendante...

5) Vous souhaitez garantir le financement de soins de santé de qualité. Il s'agit en effet d'une mesure d'urgence. Monsieur Verhofstadt avait déjà émis le même vœux au début de son dernier mandat. Mais tout le monde sait que l'on ferme des hôpitaux, que le prix des soins de santé augmente, que le vieillissement de la population entraîne une augmentation des coûts contre laquelle vous ne pouvez rien.

6) Vous souhaitez soutenir les familles... mais quel gouvernement souhaiterait détruire les familles ? Augmenter les allocations familiales est une excellente chose. Mais il faudrait surtout respecter l'enfant à naître. Je considère l'avortement comme étant une tragédie. Le droit à la vie est le premier des droits et mon opposition à l'avortement demeure entière, à la fois pour des raisons politiques, démographiques et humaines. Mon opposition à l'avortement n'étant pas d'essence religieuse, je considère qu'il s'agit d'abord, pour la plupart des futures mères, d'un problème social. Une aide financière à la mère célibataire me semble la première mesure à adopter, car le drame de l'avortement est bien souvent lié à une situation économique désespérée. Cette aide doit être étendue à chaque famille en difficulté : c'est par une politique sociale hardie, une politique de soutien aux plus humbles que l'on pourra mettre fin à la culture de mort qui gangrène notre société.

7) Vous souhaitez défendre l'environnement. La Belgique a signé les accords de Kyoto mais n'a pris jusqu'à présent aucune mesure efficace. Le niveau de CO2 au lieu de diminuer ne fait qu'augmenter. Ces derniers mois, il y a eu des pics de pollution dus aux particules lourdes (les plus dangereuses, celles qui pénètrent le plus profondément dans les poumons). Toutes les toitures du pays devraient être couvertes de chauffe-eau solaires, tous les jardins du pays de pompes à chaleur.

8) Vous souhaitez garantir la sécurité des citoyens. Dans ce cas, il faut rompre hardiment avec la politique prônée par Madame Onkelinks, à l'époque où cette dernière était ministre de la Justice.

Une société civilisée ne peut tolérer que ses membres les plus vulnérables vivent dans la peur. La sécurité des biens et des personnes est l'obligation majeure des pouvoirs publics.

L'insécurité qui règne dans certains quartiers de nos villes doit faire place à la paix, la tranquillité et l'ordre public. Le Front National s'insurge contre l'existence de zones de non droit, où nos concitoyens sont les otages de bandes organisées. Force doit revenir à la loi sur l'ensemble du territoire. Les effectifs policiers doivent être accrus. Les antennes locales de la police doivent être en permanence accessibles au public. La présence sur le terrain d'agents de quartier et l'intervention rapide de patrouilles aux effectifs suffisants me semble capables de réduire de façon significative le nombre des délits.

Mais la prévention des crimes et délits ne peut être efficace que si l'ensemble des pouvoirs publics s'implique dans ce combat. La justice doit suivre l'évolution de la délinquance et se pencher davantage sur le sort des victimes ; la politique familiale doit refaire de la famille le centre de l'éducation ; l'aménagement du territoire doit humaniser les grands ensembles ; l'immigration illégale doit être enrayerée ; la police doit être mieux organisée, ses agents mieux formés et consultés par la hiérarchie lors des prises de décision concernant leur travail.

Toute action de prévention sérieuse passe par une éducation civique dès le plus jeune âge. L'école a, elle aussi, une tâche à accomplir en ce domaine.

Il faut aussi maintenir une politique répressive face à la voyoucratie.

Des bandes sèment la terreur dans plusieurs de nos cités. Composées majoritairement d'individus mineurs, sûres de jouir d'une quasi impunité, elles terrorisent la population.

Pour enrayer la croissance exponentielle de la « petite » délinquance, le Front National propose :

- le dessaisissement automatique du Tribunal de la Jeunesse pour les jeunes à partir de 16 ans, en cas de crimes ou délits portant atteinte aux personnes ;
- l'application du principe de « tolérance zéro » : chaque délinquant doit être poursuivi et sanctionné suivant la gravité de ses actes ;
- le versement des allocations familiales destinées aux délinquants mineurs à leurs victimes, pendant une période variable dépendant des dommages subis. Cette dernière mesure permettrait aussi de responsabiliser les parents qui abdiquent leurs devoirs et responsabilités.

Monsieur Verhofstadt avait, lui aussi, promis de garantir la sécurité des citoyens... Promesse creuse.

9) Vous souhaitez utiliser scrupuleusement l'argent des contribuables. Je l'espère, Monsieur Leterme. Vous rompiez ainsi avec la tradition de gabegie des socialo-libéraux.

10) Vous souhaitez valoriser la diversité culturelle de notre société. Une société multiculturelle, Monsieur le Premier Ministre, n'est pas une société où cohabitent plusieurs cultures : c'est une société sans culture. C'est une société sans identité, sans racine, sans solidarités réelles. Pour les professionnels de l'hypocrisie humaniste, l'homme métissé, coqueluche de nos sociétés décadentes, n'est « homme » que dans la mesure où il est consommateur. Il n'est qu'un numéro de sécurité sociale, un numéro de compte en banque... La « diversité » que vous entendez favoriser a pour modèle le Brésil et sa misère endémique, le Liban et sa guerre civile, le Kosovo et sa violence à l'encontre de la courageuse minorité serbe. Est-ce là le modèle dont vous rêvez ?

Vous nous déclarez que « *les étrangers établis durablement sur notre sol avant le 31 mars 2007 et qui ont une perspective d'emploi pourront exceptionnellement obtenir un permis de travail et un droit de séjour* ». Je suppose que vous voulez parler de la régularisation des clandestins, des illégaux. Qu'en termes pudiques ces choses là sont dites ! Et vous précisez que « *cette mesure s'inscrit dans le cadre de la migration économique que vous voulez rendre possible à court terme* ». Ignorez-vous que l'immigration « choisie » s'ajoute toujours à l'immigration « subie » ? Qu'une perspective d'emploi ne signifie pas un emploi ? Qu'on n'obtient pas exceptionnellement un droit de séjour lorsque ce « cadeau » s'inscrit dans le cadre d'un projet ?

11) **Vous souhaitez que notre pays soit un maillon fort de la « communauté internationale ».** Votre gouvernement se veut « *la locomotive du renforcement et de l'approfondissement de l'Union européenne* ». Bravo, Monsieur ! Nul ici n'est plus Européen que moi. Je le suis de cœur et de raison. Je milite depuis plus de trente ans pour l'unité, l'indépendance et la grandeur de notre grande patrie continentale, dans le respect des traditions de chacun des peuples qui la composent. Le droit de ces peuples est aujourd'hui bafoué par les technocrates de Bruxelles. Car l'Union européenne, avant-garde du mondialisme marchand, ce n'est pas l'Europe. Et ce n'est pas la démocratie, puisque la volonté exprimée par les peuples de France et des Pays-Bas en 2005 est aujourd'hui bafouée. Bafouée par les Merkel, les Sarkozy, américanolâtres impénitents auxquels vous vous associez.

Vous affirmez « *œuvrez activement pour la paix* ». J'en doute. Œuvrer pour la paix signifie promouvoir une défense européenne intégrée, indépendante des USA. Cela signifie dénoncer les manoeuvres d'encerclement de la Russie par les bellicistes du Pentagone. Cela signifie quitter l'OTAN, bras armé de l'impérialisme américain et promoteur de la « guerre humanitaire ». Et, entre parenthèses, ne serait-il pas plus profitable à l'ensemble de la Nation de transférer au budget des pensions les sommes que nous gaspillons à entretenir cette organisation militaire à la solde des intérêts d'outre-Atlantique ?

Ici aussi, vous êtes dans la ligne de votre prédécesseur libéral qui déclarait voici trois mois à peine : « *Il faut renforcer notre présence sur la scène internationale et poursuivre les opérations en cours au Congo, en Afghanistan, au Liban et au Kosovo* »...

Monsieur Leterme, vous prétendez avoir des ambitions concrètes et vous avouez être conscient de vos limites. Vous nous présentez une Belgique « *au niveau de vie élevé et à la qualité de vie enviable* ».

Si votre gouvernement nourrit des ambitions concrètes, il ne peut s'agir que d'ambitions personnelles. Votre gouvernement se dit conscient de ses limites. Tiendra-t-il jusqu'à la réforme de l'Etat prévue pour cet été ? Jusqu'aux élections régionales de 2009 ? Jusqu'en 2011 ? Quant à la « prospérité » du pays, elle ne profite qu'à une clique d'oligarques, et nullement aux forces vives : dirigeants de PME, cadres, employés, fonctionnaires, ouvriers.

Votre déclaration baigne dans l'euphorie pascale. Vous nous faites miroiter une résurrection nationale. Je suis hélas convaincu que, gouvernant avec des socialistes et des libéraux, vous ne réussirez pas à sortir le pays du marasme. Votre gouvernement est un gouvernement de rencontre et de communauté d'intérêts matériels. A son égard, l'opposition du Front National sera totale. Je refuse la confiance que vous sollicitez.

